



OFFRE D'EMPLOI :

Chargée de projet – Violence conjugale et pratique judiciaire

Vous aimez mener des projets d'envergure ? Vous avez de l'expérience en mobilisation de partenaires ? Vous avez une bonne connaissance du système judiciaire ? Vous êtes féministe et seriez intéressée à vous joindre à une équipe engagée dans la lutte contre la violence conjugale ? Alors, cette offre d'emploi pourrait vous intéresser !

Le **Regroupement des maisons pour femmes victimes de violence conjugale** regroupe 43 maisons d'aide et d'hébergement réparties sur le territoire québécois. Il intervient auprès des instances politiques pour défendre les droits et intérêts des femmes et des enfants violentés et accroître leur sécurité. Il développe des stratégies de sensibilisation pour mieux comprendre, dépister et agir en matière de violence conjugale. Il soutient le développement de ses maisons membres.

MISE EN CONTEXTE

Les femmes victimes de violence conjugale font face à de nombreux obstacles systémiques tout au long du parcours judiciaire, particulièrement certains groupes de femmes marginalisées. Plusieurs domaines juridiques (pénal, familial, immigration) sont mal adaptés pour assurer la défense de leurs droits et leur protection. Pour contrer ces lacunes entravant la sécurité des femmes, le système judiciaire doit impérativement reconnaître le contrôle coercitif constituant la violence conjugale, ce qui n'est pas le cas actuellement.

SOMMAIRE DU POSTE

La titulaire du poste sera responsable du projet « Améliorer la pratique judiciaire pour accroître la sécurité des femmes victimes de violence conjugale ». D'une durée de 30 mois, ce projet vise à :

- 1) Sensibiliser les intervenant.e.s judiciaires (policier.e.s, procureur.e.s, avocat.e.s, agent.e.s de probation, etc.) au concept de contrôle coercitif afin de promouvoir des pratiques plus appropriées pour améliorer la sécurité des victimes.
- 2) Outiller les femmes marginalisées et les intervenant.e.s judiciaires avec qui elles sont en contact sur la manière de reconnaître et de dénoncer les stratégies de contrôle coercitif.

PRINCIPALES RESPONSABILITÉS

Avec la collaboration de l'équipe de travail et du conseil d'administration, la chargée de projet assumera les responsabilités suivantes :

- Recenser les meilleures pratiques et outils existant au Canada et à l'international intégrant le concept de contrôle coercitif dans la pratique judiciaire.
- Mettre sur pied, coordonner et animer un comité de partenaires (issus du système judiciaire, du monde de la recherche et de nos maisons membres) participant à la mise en œuvre du projet.

- Collaborer au développement des outils et formations à l'intention des différents acteurs judiciaires ciblés par le projet.
- Promouvoir auprès des différents acteurs judiciaires et de leur instance nationale les outils de sensibilisation et les formations développés à leur intention.
- Mobiliser nos maisons membres dans le projet et renforcer leurs capacités à intervenir auprès des acteurs judiciaires de leur région et des groupes de femmes ciblées dans le projet.
- Organiser des séminaires régionaux destinés aux acteurs du système judiciaire afin d'accroître leurs connaissances sur le contrôle coercitif et de promouvoir de bonnes pratiques.
- Promouvoir les outils sur le site web et les réseaux sociaux du Regroupement.
- Effectuer une veille de l'actualité sur le concept de contrôle coercitif pour être au fait des dernières initiatives en la matière.

EXIGENCES

- Diplôme d'études universitaires dans une discipline pertinente (idéalement en sciences juridiques/droit)
- Connaissance des enjeux juridiques et sociaux en matière de violence envers les femmes et plus spécifiquement de violence conjugale
- Expérience significative en développement et gestion de projets mobilisant des partenaires des milieux institutionnel et professionnel
- Expérience significative dans l'organisation d'événements
- Excellentes habiletés communicationnelles, orales et écrites (persuasion, négociation)
- Bonne connaissance de l'anglais (écrit, lu et parlé)

PROFIL RECHERCHÉ

- Grand intérêt à travailler dans une organisation féministe de lutte contre la violence conjugale
- Grand sens politique, aisance à communiquer en public et à développer des contacts
- Excellentes capacités d'analyse, de synthèse et d'animation
- Rigueur, diplomatie, autonomie et grand sens de l'organisation
- Leadership rassembleur
- Aptitude à travailler en équipe

CONDITIONS D'EMPLOI

- Poste contractuel de 35 heures/semaine pour 2,5 ans
- Salaire : 35\$/heure + avantages sociaux
- Lieu de travail : Montréal - Quartier Parc-Extension (près du métro Parc) et télétravail
- Entrée en fonction : début octobre 2021

Si vous avez de l'intérêt pour ce poste, faites parvenir votre CV et lettre de motivation à strottier@maisons-femmes.qc.ca, au plus tard le **mardi 21 septembre 2021 à 12h**. Notez que les entrevues auront lieu **le jeudi 23 septembre 2021**.

Le Regroupement encourage les candidates à s'identifier en tant que membre d'un groupe marginalisé. À compétence égale, leur candidature sera priorisée.

Nous remercions toutes les femmes qui déposeront leur candidature. Cependant, seules celles retenues pour une entrevue seront contactées.